

COMMUNIQUÉ DE PRESSE



Laval, le 17 juillet 2025

CADRE FINANCIER PLURIANNUEL 2028-2034 / PAC : **UNE VÉRITABLE PROVOCATION POUR LES AGRICULTEURS !**

La Commission européenne a annoncé ce mercredi 16 juillet les contours du prochain cadre financier de la Politique Agricole Commune (PAC) pour la période 2028-2034. Alors que la PAC a longtemps constitué le ciment de la construction européenne, la proposition de la Commission européenne de restructurer profondément son budget marque un désengagement clair de l'Union européenne vis-à-vis de sa seule véritable politique commune. Une telle décision est d'autant plus incompréhensible que l'UE est confrontée à des défis majeurs auxquels l'agriculture peut apporter des réponses concrètes : souveraineté alimentaire et énergétique, lutte contre le changement climatique, vitalité des territoires ruraux.

Les déclarations de la Commission confirment alors nos pires craintes ! Déjà, la fusion des deux piliers de la PAC dans un fonds unique constituerait une dilution pure et simple du budget agricole, et ferait peser à elle seule un risque budgétaire majeur sur l'agriculture européenne...

Risque amplifié par une volonté de renationalisation de certaines mesures qui rendrait la PAC soumise aux arbitrages variables des États membres et donc à de probables distorsions de concurrence entre États membres...

En plus de cela, la Commission propose de réduire de 20% le budget dédié à la PAC, soit une baisse beaucoup plus importante en réalité si l'on prend en compte l'inflation.

Par ailleurs, la Commission envisage de rendre obligatoire une dégressivité des aides, totalement déconnectée des réalités économiques des exploitations. Une telle mesure fragiliserait profondément le modèle agricole familial en France comme en Europe. Ce serait tout simplement du sabotage !

Et pour finir, à tout cela s'ajoute un projet de réforme de la PAC qui ne porte aucune ambition économique pour l'agriculture européenne ! Le nouveau cadre de performance envisagé est en effet dominé par des indicateurs environnementaux, sans aucun objectif clair en matière de production, de compétitivité ou de souveraineté alimentaire.

Alors face à ces propositions de la Commission européenne, nous, FDSEA et JA de la Mayenne interrogeons nos élus et décideurs politiques : où est passée la belle vision du Commissaire Hansen, celle d'une agriculture stratégique, porteuse d'un avenir où compétitivité et durabilité seraient réconciliés, et au cœur du projet européen pour garantir la sécurité alimentaire du continent ?

Contact presse : Florent Renaudier, président de la FDSEA53 (06 18 13 37 55)

